

CONSEIL COMMUNAL DU / GEMEENTERAAD VAN 06.05.2014

Présents : Joël Riguelle, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;
Aanwezig : Michaël Vander Mynsbrugge, Vincent Riga, Stéphane Tellier, Marc Vande Weyer, Pierre Tempelhof, Agnès Vanden Bremt, *Échevins/Schepenen* ;
Monique Dupont, Peter Decabooter, Christian Boucq, Marc Ghilbert, Marie Kunsch, Chantal Dubocage, Said Chibani, Ndongo Diop, Yonnec Polet, Véronique Bruyninckx, Katia Van den Broucke, Nicolas Stassen, Valérie Lambot, Nicolas Pantidis, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jean-François Culot, *Président du CPAS/Voorzitter van het OCMW* ;
Philippe Rossignol, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris* ;
Excusés : Jean-Marie Colot, *1er Échevin/1e Schepen*. Marc Hermans, Fatiha Metioui-
Verontschuldigd : Amanzou, Nadine De Buck, Luc Demullier, Vincent Lurquin, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:02
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:02

06.05.2014/A/001 **Convention entre la Commune, le CPAS, VALIDA et l'a.s.b.l. SANATIA relative à la situation de VALIDA**

LE CONSEIL,

Considérant qu'en 2007, la commune et le CPAS se sont associés avec l'ASBL Cliniques universitaires Saint-Luc pour créer une association constituée conformément à la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux CPAS afin que cette association gère et développe le centre hospitalier Albert Laurent, établissement jusque-là géré par le CPAS; Que cette association avait pour but d'assurer la continuité et le développement du service offert à la population;

Considérant que cette association avait été décidée après qu'un appel ait été lancé à la collaboration avec la commune et le CPAS;

Considérant que la déconfiture de l'hôpital français en 2008, les drames sociaux que cette déconfiture créaient, la perte d'un équipement médical au service de la population ont conduit, avec l'ASBL Cliniques universitaires Saint-Luc à une nouvelle réflexion qui a permis le sauvetage d'emplois, le redéploiement d'une activité médicale de revalidation et d'autres services médicaux de même que de consultations au sein de l'immeuble qui accueillait l'hôpital français ; que cette opération a conduit à une modification de l'association créée via l'entrée, comme associés au sein de l'association « Chapitre XII », de l'association sans but lucratif « Clinique Saint-Jean » et de l'institution d'utilité publique « Vrije Universiteit van Brussel » agissant pour l' « Universitair Ziekenhuis Brussel »;

Attendu que l'association a pu, grâce à la collaboration de tous les associés et à l'excellence de sa gestion rénover de manière approfondie l'immeuble sis avenue Josse Goffin n° 180 ; que des travaux y ont été réalisés pour un montant de 20 millions d'euros ; que l'emploi a progressé de 2007 à ce jour de 105 équivalents temps plein à 235 équivalents temps plein, que des collaborations étaient nouées en 2007 avec 42

travailleurs indépendants et aujourd'hui avec plus de 90 travailleurs indépendants ; qu'outre l'hôpital de revalidation, a été développée une polyclinique enregistrant actuellement plus de 4000 contacts patients mensuel ; que le site du centre hospitalier Valida accueille également un centre de dialyse de même qu'une salle d'essai et d'apprentissage gérée par Solival, ASBL spécialisée dans la promotion de moyens pour les personnes à mobilité réduite;

Considérant que dans le cadre de la 6^e réforme de l'Etat, d'importantes compétences en matière de santé sont transférées, notamment à la Cocom; qu'il s'agit, notamment, des matières des normes d'agrément hospitalières, de nombreuses conventions de revalidation;

Considérant que de nombreuses incertitudes existent, aujourd'hui, sur l'impact de la réforme de l'Etat en matière de soins de santé, singulièrement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que Valida est susceptible de perdre son statut d'hôpital ; qu'une réflexion a été menée par tous les hôpitaux catégoriels bruxellois ; que dans l'hypothèse de la fusion d'un hôpital catégoriel avec un hôpital général ou avec un hôpital psychiatrique, le maintien de la qualité d'hôpital est assuré;


Considérant que les réflexions faites à ce sujet ont conduit à privilégier une fusion de Valida avec Sanatia, hôpital psychiatrique lié aux Cliniques universitaires Saint-Luc; Qu'aucune autre hypothèse envisagée n'a permis de construire un scénario plus favorable garantissant l'avenir de Valida;

Considérant, cependant, que si l'implication, en qualité d'associés de la commune et du CPAS se justifie pleinement dans le cadre d'une association gérant un établissement sur le territoire de la commune, cette implication perd une bonne partie de son sens en cas de fusion avec une clinique psychiatrique développant des activités à Saint-Josse et à Ixelles;

Considérant, qu'en outre, dans l'hypothèse d'une fusion, la participation de la commune et du CPAS et, partant, leur influence se trouverait diluée;

Considérant que dans cette situation la commune a fait connaître au président du conseil d'administration de Valida les attentes des autorités locales s'agissant de l'avenir du centre hospitalier Valida;

Considérant que par courrier du 25 mars 2014, l'administrateur délégué des Cliniques universitaires Saint-Luc et le Président du conseil d'administration de Valida ont écrit à la commune pour lui faire valoir, notamment:

- que les intentions de Valida étaient de rester à long terme sur le territoire de la commune de Berchem-Sainte-Agathe pour exploiter le site Goffin conçu pour son domaine d'activités de revalidation et pour développer encore l'offre de soins ambulatoires que ce soit pour les consultations spécialisées en polyclinique ou par les activités paramédicales;
 - que les autorités locales seront invitées à participer au conseil d'administration de la nouvelle entité Sanatia-Valida afin de leur permettre à la fois de jouer un rôle actif dans la détermination de la stratégie de développement de Valida et d'être parfaitement informées de la situation opérationnelle de Valida ; qu'il s'agira, de la sorte, d'éviter aux autorités locales d'être placées devant des faits accomplis concernant l'évolution de Valida qui seraient préjudiciables aux intérêts de la population de la commune;
 - qu'il a été garanti que la politique tarifaire de Valida ne serait pas modifiée par
- 

rapport à ce qu'elle est aujourd'hui ; que tout en augmentant le nombre de chambres à un lit pour répondre à la demande des patients, Valida comptera, après rénovation, toujours deux tiers de chambres à deux lits accessibles sans supplément ; que Valida compte maintenir la politique tarifaire garantissant l'accès des soins à tous et n'a aucune intention de développer une politique sélective réservant l'accès à des patients privilégiés;

- qu'une convention peut acter l'ancrage berchemois de Valida ; rappeler que 111 lits qui y sont ouverts proviennent du centre hospitalier Albert Laurent de sorte que les principes d'une indemnisation financière future des parties prenantes puissent être convenus en fonction des apports historiques à l'institution;
- qu'enfin s'agissant du site Moranville, les opérations de clôture du bail emphytéotique doivent être menées;

Vu le projet de convention préparé;

Considérant que les principes ayant fondé l'intervention de la commune et du CPAS au sein d'une association Chapitre XII sont garantis : d'assurer un service de qualité à la population ; mener une politique tarifaire permettant l'accès de tous aux soins de santé, garantir l'ancrage de l'hôpital sur le territoire de la commune de Berchem-Sainte-Agathe ; préserver et développer un emploi de qualité;

Considérant de même, que l'indemnisation des autorités locales, en raison des lits apportés à l'association est garantie si la pérennité d'exploitation n'était pas assurée sur le territoire de la commune;

Considérant que sans qu'ils soient membres de l'ASBL après fusion, la participation de mandataires locaux au sein du conseil d'administration de l'entité fusionnée permettra, à la fois d'apporter sur toutes questions le point de vue des autorités locales, de permettre de développer les synergies entre l'hôpital et les services du CPAS et de la commune et d'informer correctement la commune et le CPAS, sur la gestion et le développement de l'institution;

Considérant, d'autre part, qu'un projet de convention a été conclu relatif à la fin du bail emphytéotique portant sur l'immeuble qui abritait le centre hospitalier Albert Laurent et les modalités de cette fin;

Considérant qu'ainsi les garanties suffisantes sont données aux autorités communales s'agissant de la pérennité et de l'avenir du site;

Considérant, en outre, que des modalités ont été préparées s'agissant du personnel statutaire en provenance du CPAS qui a été transféré à l'association au Chapitre XII ; que le maintien du statut des intéressés est garanti;

Vu la nouvelle loi communale, la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, des associations internationales sans but lucratif et les fondations;

ARRETE ce qui suit par 17 voix oui et 4 abstentions (*Ghilbert, Polet, Lambot, Stassen*):

Article 1

Le projet de convention entre la commune, le centre public d'action sociale, l'ASBL Cliniques universitaires Saint-Luc et l'ASBL Clinique Sanatia relatif à la situation de VALIDA, est approuvé comme suit:

"CONVENTION

ENTRE :

1. La « Commune de Berchem Sainte Agathe », représentée par
ci-après dénommée « la Commune de Berchem Sainte-Agathe »

2. Le « Centre public d'action sociale de Berchem Sainte-Agathe », représenté par
ci-après dénommé « le CPAS de Berchem Sainte-Agathe »

3. L'a.s.b.l. « Cliniques universitaires Saint-Luc », inscrite à la BCE sous le n° d'entreprise 0416.885016, dont le siège social est établi au n° 10 avenue Hippocrate à 1200 Bruxelles, représentée par
ci-après dénommée « Cliniques universitaires Saint-Luc »

4. L'a.s.b.l. « Clinique Sanatia », inscrite à la BCE sous le n° d'entreprise 0416.862.349, dont le siège social est établi au n° 45 rue du Collège à 1050 Bruxelles, représentée par
ci-après dénommée « SANATIA »

PREAMBULE

Depuis le début du partenariat entre la Commune de Berchem Sainte-Agathe et les Cliniques universitaires Saint-Luc, la démonstration a été faite de la volonté d'ancrer VALIDA dans la Commune de Berchem Sainte-Agathe par le rachat en 2008 du bâtiment de l'Hôpital Français et la réalisation d'importants travaux de rénovation pour un montant de l'ordre de 20 millions d'euros. Depuis septembre 2008, VALIDA a développé une polyclinique qui enregistre actuellement plus de 4.000 contacts patients mensuels. Par ailleurs, en 2014, l'emploi sur le site VALIDA est de 235 ETP et 90 indépendants (médecins, kinésithérapeutes) en comparaison avec les 105 ETP et 42 indépendants du Centre Hospitalier Albert Laurent en avril 2007. En plus de son activité propre, le site VALIDA accueille un centre de dialyse exploité par les Cliniques Saint-Jean et l'« Universitair Ziekenhuis Brussel » (UZ VUB) et une salle d'essai et d'apprentissage gérée par l'a.s.b.l. SOLIVAL, spécialisée dans la promotion de moyens pour les personnes à mobilité réduite.

Vu la délibération du Conseil communal de Berchem Sainte-Agathe du 6 mai 2014;

Vu la délibération du Conseil du CPAS de Berchem Sainte-Agathe du 5 mai 2014;

La Commune et le CPAS de Berchem Sainte-Agathe ont décidé de démissionner de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'association régie par la loi organique du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'action sociale « Centre hospitalier Valida », ce qui entraîne une transformation de l'association de droit public en association sans but lucratif et permettra la fusion de cette a.s.b.l. avec l'a.s.b.l. « SANATIA ». Les Cliniques universitaires Saint-Luc s'engagent à ce que cette démission soit acceptée.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIVIT:

Article 1^{er} - Définitions

Au sens de la présente convention, on entend par :

- *« Convention de fusion » : la convention de fusion entre l'a.s.b.l. VALIDA et l'a.s.b.l. SANATIA dont le projet est annexé à la présente convention.*
- *« Fusion » : la fusion qui porte sur la réunion au sein de l'a.s.b.l. SANATIA de l'activité de VALIDA et de SANATIA.*
- *« VALIDA » : l'association de droit public « Centre hospitalier Valida ».*
- *« Nouvelle Entité » : l'a.s.b.l. SANATIA telle qu'elle existera après la cession d'universalité de l'a.s.b.l. « Centre hospitalier VALIDA » et la modification de ses statuts.*

Article 2 – Garantie de l'ancrage dans la Commune

Les Cliniques universitaires Saint-Luc déclarent expressément que vu les investissements réalisés sur le site situé à l'avenue Josse Goffin, la Nouvelle Entité n'a aucune intention et aucun intérêt à quitter ses installations qui sont à présent idéales pour les activités de revalidations gériatriques et locomoteurs. Il n'existe d'ailleurs aucun site de revalidation comparable à VALIDA en région bruxelloise.

Les intentions des Cliniques universitaires Saint-Luc et de la Nouvelle Entité sont claires : rester à long terme à Berchem Sainte-Agathe pour exploiter son Site d'exploitation conçu pour son domaine d'activité de revalidation et développer l'offre de soins ambulatoires, que ce soit par les consultations spécialisées en polyclinique ou par les activités paramédicales par exemple la kinésithérapie pour laquelle le bâtiment est parfaitement équipé. Cette démarche est la meilleure garantie que puisse offrir la Nouvelle Entité au développement des services destinés à la population et par conséquent à l'emploi sur le territoire de la Commune.

Cela étant, pour garantir la Commune et le CPAS dans l'hypothèse où des événements totalement non prévus en l'état devaient entraîner un départ du Site d'exploitation sis avenue Jules Goffin, sans maintien d'une activité hospitalière minimale et des emplois y afférents tels que stipulés ci-dessous, une indemnité sera due à ces pouvoirs publics.

Si les activités du Site VALIDA venaient à être délocalisées en dehors de la Commune de Berchem Sainte-Agathe pour des raisons indépendantes et externes à la Nouvelle Entité et aux Cliniques universitaires Saint-Luc, la Nouvelle Entité indemniserait la Commune et le CPAS de Berchem Sainte-Agathe. L'indemnité sera calculée par un expert indépendant qui définira la valeur d'un lit hospitalier au moment de la délocalisation du Site d'exploitation. Sur base de cette valeur définie par l'expert, la Commune et le CPAS auront droit au montant équivalent aux 111 lits qu'ils ont apportés historiquement, ce montant étant diminué annuellement d'un trente-troisième. Si le déménagement en dehors de la Commune de Berchem Sainte-Agathe résulte d'un choix stratégique de la Nouvelle Entité, le montant de l'indemnité sera majoré de 10%.

En revanche, si malgré le déménagement du Site d'exploitation sis avenue Jules Goffin, l'activité de la polyclinique est maintenue sur le territoire de la Commune de Berchem Sainte-Agathe ainsi que l'emploi et l'activité hospitalière d'au moins 50% des lits existants en 2014, aucune indemnité ne sera due. L'a.s.b.l. SOLIVAL, peut, si elle le

souhaite, se maintenir dans les lieux.

Les Cliniques universitaires Saint-Luc se portent fort à l'égard de la Commune et du CPAS de Berchem Sainte-Agathe du respect de la présente clause.

Article 3 – Personnel statutaire

Dans la mesure où la Commune et le CPAS de Berchem Sainte-Agathe ne sont plus membres de l'Assemblée générale de l'a.s.b.l. VALIDA, il en résulte que dès l'abandon du statut « chapitre XII » de l'a.s.b.l. VALIDA, la Commune et le CPAS de Berchem Sainte-Agathe sont libérés de toute charge financière future relative au personnel statutaire.

Le CPAS s'engage, sous réserve des résultats de la négociation syndicale et sous réserve de la position qui sera adoptée par l'autorité de tutelle à modifier les textes réglementaires et à prendre les mesures individuelles nécessaires pour que le personnel statutaire aujourd'hui en fonction au sein de l'association VALIDA soit, dès la transformation de cette association en ASBL transféré au CPAS et affecté immédiatement moyennant leur accord par celui-ci au sein de la Nouvelle entité. Toute charge généralement quelconque relative à ce personnel sera remboursée par la Nouvelle entité dans les quinze jours de la déclaration de créance faite par le CPAS.

Chaque mois, pour le 22 du mois, la Nouvelle Entité communique au CPAS toutes les données permettant le calcul du traitement et l'établissement des documents sociaux. Les tâches accomplies par le CPAS relatives aux travailleurs statutaires en cause seront facturées au taux habituel pratiqués par les secrétariats sociaux.

La nouvelle entité paiera au CPAS, dès l'entrée en vigueur de la présente convention une provision égale à la rémunération mensuelle brute, toutes charges comprises des travailleurs statutaires concernée et veillera à maintenir cette provision pendant toute la durée de la convention.

Article 4

Il sera créé au sein de l'a.s.b.l. VALIDA, et dans l'entité qui lui suivra, après fusion un comité de coordination, composé du directeur général de l'ASBL, qui le préside, du secrétaire du CPAS de Berchem-Sainte-Agathe ou de son délégué, et du directeur médical.

Il est chargé, soit d'initiative, soit à la demande du conseil d'administration, du comité de gestion ou d'un associé de rendre un avis aux organes de l'association sur les synergies entre les actions de l'association sans but lucratif et celles du CPAS.

Le comité de coordination établit son règlement d'ordre intérieur.

Il propose au conseil d'administration la désignation du médecin qui sera l'interlocuteur privilégié du CPAS

Article 5 - Modification des statuts de la Nouvelle Entité

Les statuts de l'a.s.b.l. SANATIA, en tant que Nouvelle Entité, seront modifiés afin d'accueillir VALIDA.

La Commune et le CPAS de Berchem Sainte-Agathe seront invités à participer au Conseil d'administration de la Nouvelle Entité aux côtés des autres partenaires, les Cliniques universitaires Saint-Luc assumant le rôle d'opérateur principal. Il y aura un administrateur désigné par la Commune et un administrateur désigné par le CPAS. Cette participation de la Commune et du CPAS de Berchem Sainte-Agathe leur donnera la double possibilité de jouer un rôle actif dans la détermination de la stratégie de développement du Site d'exploitation VALIDA et d'être parfaitement informés via la présence des deux administrateurs désignés par chacun d'eux, de la situation opérationnelle de la Nouvelle Entité.

Article 6 – Politique tarifaire

La politique tarifaire du Site VALIDA ne sera pas modifiée par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui, avant la Fusion.

Le Site d'exploitation de VALIDA augmentera le nombre de chambres à un lit pour répondre à la demande des patients mais, même après rénovation, le Site VALIDA comptera toujours 2/3 des lits en chambres à deux lits accessibles sans supplément. Les suppléments d'honoraires, quand ils sont autorisés, sont actuellement plafonnés à 100% ce qui correspond aux souhaits des organismes assureurs. La Nouvelle Entité entend bien maintenir cette politique tarifaire garantissant l'accès des soins à tous et n'a aucune intention de développer une politique sélective réservant l'accès à des patients privilégiés.

Au contraire, l'infrastructure mise en place sur le Site d'exploitation de VALIDA avec la présence de l'a.s.b.l. SOLIVAL vise à rendre les soins de revalidation accessibles à tous avec des collaborations médicales en amont avec les hôpitaux aigus et une offre de services médicaux et paramédicaux pour la période qui suit une hospitalisation sur le site de Valida.

Article 7 – Prévention et règlement des conflits

- 1. Les parties s'engagent à privilégier, en cas de litige, les voies de solutions négociées. A cette fin, elles se réunissent afin de trouver une solution amiable.*
- 2. En cas d'échec, les parties au litige désignent un médiateur de commun accord qui est agréé par la Commission fédérale Médiation. Les parties s'engagent à ne pas arrêter la médiation avant que chacune des parties au litige n'ait fait l'exposé introductif en séance commune.*

À défaut de solution présentée par ce médiateur dans les deux mois de sa saisine (délai prorogeable de commun accord) ou si sa solution ne peut pas être acceptée par une des parties, chacun pourra faire valoir ses droits et, le cas échéant, saisir les juridictions de Bruxelles qui trancheront le litige.

Article 8 - Démissions de l'association de droit public et conséquences

Les Cliniques universitaires Saint-Luc garantissent à la Commune et le CPAS de Berchem Sainte Agathe :

- l'acceptation de leur démission de l'association de droit public Valida ;*
- la décharge donnée aux administrateurs de l'association de droit public VALIDA*

représentant la Commune et le CPAS de leur gestion jusqu'à la transformation de l'association de droit public en association sans but lucratif.

Plus généralement, les Cliniques universitaires Saint-Luc reconnaissent que la Commune et le CPAS ont parfaitement exécuté toutes les obligations résultant pour eux de la qualité d'associés de l'association de droit public VALIDA et pour autant que de besoin, elles garantissent la Commune et le CPAS de toute revendication qui serait dirigée à leurs égards en raison ou à cause du fonctionnement et de la gestion de l'association de droit public pendant que la Commune et le CPAS en étaient associés.

Article 9 - Dispositions finales

- 1. Les parties s'engagent à garder confidentielles toutes les informations relatives à la présente convention ainsi que les informations autres que celles normalement accessibles au public dont elles auraient connaissance dans le cadre du projet de fusion.*
- 2. La nullité d'une ou de plusieurs dispositions de la présente convention n'entraîne pas la nullité de la convention dans son ensemble. Les parties substitueront à la disposition sujette à nullité une nouvelle disposition assurant le même équilibre des droits et obligations entre les parties.*
- 3. Le droit belge est seul applicable. Seuls les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont compétents pour trancher un litige entre les parties qui porterait sur la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.*

Article 10 – Conditions suspensives et résolutoire

- 1. La présente convention est conclue sous la condition suspensive de la démission de la Commune et du CPAS de Berchem Sainte-Agathe de l'a.s.b.l. Centre hospitalier VALIDA et de la signature de la Convention de fusion dont le projet est joint en annexe.*
- 2. La présente convention est conclue sous la condition suspensive ou résolutoire (??) de l'approbation du Collège réuni d'une part, de la démission de l'association et, d'autre part, des modifications apportées aux statuts des agents du CPAS.*

Article 11 – Annexes

Les annexes citées ci-après font partie intégrante de la présente convention :

- Délibération du Conseil communal du 6 mai 2014 ;*
- Délibération du CPAS de Berchem Sainte-Agathe du 5 mai 2014 ;*
- Projet de convention de fusion entre l'a.s.b.l. VALIDA et l'a.s.b.l. SANATIA.*

Fait à Bruxelles, le ... 2014, en autant d'exemplaires que de parties, chacune reconnaissant par sa signature avoir reçu le sien.

Pour la Commune de Berchem Sainte-Agathe

Pour le CPAS de Berchem Sainte-Agathe

Pour les Cliniques universitaires Saint-Luc

Pour l'a.s.b.l. Clinique SANATIA

Annexes"



Article 2

En conséquence, la commune (le CPAS) démissionne de sa qualité d'associée au sein de l'association de droit public « Centre hospitalier Valida ».

Overeenkomst tussen de Gemeente, het OCMW, VALIDA en de v.z.w. SANATIA met betrekking tot de situatie van VALIDA

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente en het OCMW zich in 2007 hebben verenigd om samen met de vzw Cliniques universitaires Saint-Luc een vereniging op te zetten conform de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's opdat deze vereniging het ziekenhuiscentrum Albert Laurent, dat tot dan door het OCMW werd bestuurd, in beheer zou nemen en verder ontwikkelen;

Dat deze vereniging tot doel had in te staan voor de continuïteit en de ontwikkeling van de dienstverlening ten aanzien van de bevolking;

Overwegende dat tot deze vereniging werd beslist na een oproep tot samenwerking met de gemeente en het OCMW;

Overwegende dat het faillissement van het Frans Hospitaal in 2008, de daarmee samengaande sociale drama's en het verlies van medische voorziening ten dienste van de bevolking ertoe hebben geleid dat samen met de vzw Cliniques universitaires Saint-Luc opnieuw van gedachten werd gewisseld waardoor de werkgelegenheid kon worden veiliggesteld, een medische activiteit rond revalidatie en andere medische diensten, evenals consultaties binnen de muren van het voormalige Frans Hospitaal opnieuw konden worden opgestart; dat dit proces heeft geleid tot een wijziging van de vereniging die werd opgezet door toetreding als deelgenoot binnen de vereniging Hoofdstuk XII van de vereniging zonder winstoogmerk "Clinique Saint-Jean" en de instelling van openbaar nut "Vrije Universiteit van Brussel", handelend in naam van het "Universitair Ziekenhuis Brussel".

Overwegende dat de vereniging dankzij de samenwerking van alle deelgenoten en de uitmuntendheid van haar beheer het gebouw aan de Josse Goffinlaan 180 grondig kon renoveren; dat er werken aan werden uitgevoerd voor een bedrag van 20 miljoen euro; dat de werkgelegenheid er van 2007 tot de dag van vandaag toenam van 105 voltijdse equivalenten tot 235 voltijdse equivalenten, dat er in 2007 met 42 zelfstandigen samenwerkingsakkoorden werden opgezet en dat er dat vandaag meer dan 90 zijn; dat naast het revalidatieziekenhuis en een polikliniek werd uitgebouwd met momenteel meer dan 4000 patiëntencontacten per maand; dat de site van het ziekenhuiscentrum Valida tevens is uitgerust met een dialysecentrum, evenals een test- en leerzaal, die door Solival wordt beheerd - een vzw toegespitst op het promoten van hulpmiddelen voor personen met beperkte mobiliteit;

Overwegende dat in het kader van de zesde staatshervorming belangrijke bevoegdheden op het gebied van gezondheid worden overgedragen en inzonderheid aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad (GGC); dat het daarbij meer bepaald gaat om de materie rond de erkenningsnormen voor ziekenhuizen, tal van revalidatie-overeenkomsten;

Overwegende dat er heel wat onzekerheid bestaat vandaag rond de impact van de staatshervorming op het vlak van de gezondheidszorg en in het bijzonder op het

grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de kans bestaat dat Valida zijn ziekenhuisstatuut verliest; dat er tussen alle categorale ziekenhuizen over deze materie van gedachten werd gewisseld; dat in de veronderstelling van een fusie van een categoriaal ziekenhuis met een algemeen ziekenhuis of met een psychiatrisch ziekenhuis het behoud van de hoedanigheid van ziekenhuis is gewaarborgd;

Overwegende dat de ter zake gevoerde gedachtewisseling heeft geleid tot het bevoorrechten van een fusie van Valida met Sanatia, het psychiatrische ziekenhuis verbonden aan de "Cliniques universitaires Saint-Luc";

Dat er geen enkele andere onderzochte hypothese de mogelijkheid bood om een gunstiger scenario uit te werken met het oog op het veiligstellen van de toekomst van Valida;

Overwegende echter dat wanneer de betrokkenheid van de gemeente en het OCMW in de hoedanigheid van deelgenoot in het kader van een vereniging die een instelling beheert op het grondgebied van de gemeente volledig is gerechtvaardigd, maar die betrokkenheid een groot deel van haar gegrondheid verliest bij een fusie met een psychiatrisch ziekenhuis die activiteiten ontwikkelt in Sint-Joost-ten-Node en Elsene;

Overwegende bovendien dat in de veronderstelling van een fusie de participatie van de gemeente en van het OCMW en diens gevolge hun invloed zou verwateren;

Overwegende dat in het licht van die omstandigheden de gemeente de voorzitter van de Raad van beheer van Valida in kennis heeft gesteld van de verwachtingen van de lokale overheden met betrekking tot de toekomst van het ziekenhuiscentrum Valida;

Overwegende dat per brief van 25 maart 2014 de afgevaardigde bestuurder van de "Cliniques universitaires Saint-Luc" en de voorzitter van de Raad van bestuur van Valida de gemeente hebben aangeschreven om haar er meer bepaald op te attenderen:

- dat het de bedoeling van Valida is om op de lange termijn op het grondgebied van de gemeente Sint-Agatha-Berchem aanwezig te blijven om de site aan de Goffinlaan uit te baten voor haar activiteiten in het vlak van revalidatie en om het aanbod ambulante zorgen nog verder uit te breiden zowel voor specialistische consultaties in een polikliniekomgeving als voor paramedische activiteiten;
- dat de lokale overheden zullen worden uitgenodigd om zitting te hebben in de Raad van bestuur van de nieuwe entiteit Sanatia-Valida om hen in de mogelijkheid te stellen om zowel een actieve rol te spelen in het uitstippelen van de ontwikkelingsstrategie van Valida en perfect te zijn geïnformeerd over de operationele toestand van Valida; dat op die manier tevens wordt voorkomen dat de lokale overheden voor voldongen feiten worden gesteld in het vlak van een evolutie van Valida die zou indruisen tegen de belangen van de bevolking van de gemeente;
- dat er werd gegarandeerd dat het prijsbeleid van Valida niet zou worden gewijzigd ten opzichte van het beleid dat vandaag ter zake wordt gevoerd; dat ondanks het verhogen van het aantal eenpersoonskamers om in te spelen op de vraag van de patiënten Valida na de renovatie nog steeds voor twee derde zou zijn uitgerust met tweepersoonskamers die zonder toeslag toegankelijk zijn; dat het de bedoeling is van Valida om een prijsbeleid te voeren dat ervoor zorgt dat de zorg voor iedereen toegankelijk blijft en dat de instelling geenszins de bedoeling heeft om een selectief beleid te ontwikkelen gericht op bevoorrechte patiënten;
- dat de Berchemse verankering van Valida in een overeenkomst kan worden ingeschreven; dat er wordt aan herinnerd dat 111 bedden afkomstig zijn van het

ziekenhuiscentrum Albert Laurent zodat het principe van een eventuele financiële schadeloosstelling in de toekomst aan de stakeholders kan worden overeengekomen volgens de historische inbreng van de instelling;

- dat tot slot, wat betreft de site aan de De Selliers de Moranvilleaan, de nodige stappen moeten worden gezet om een einde te stellen aan de erfpachtovereenkomst;

Gelet op de voorbereide ontwerpovereenkomst;

Overwegende dat de beginselen die aan de grondslag liggen van de tussenkomst van de gemeente en het OCMW binnen een vereniging Hoofdstuk XII zijn gegarandeerd: het vrijwaren van een hoogwaardige dienstverlening aan de bevolking; het voeren van een prijsbeleid waardoor iedereen toegang heeft tot de gezondheidszorg, het garanderen van de verankering van het ziekenhuis op het grondgebied van de gemeente Sint-Agatha-Berchem; het vrijwaren en ontwikkelen van kwaliteitsvolle werkgelegenheid;

Overwegende tevens dat de schadevergoeding van de lokale overheden op basis van de in de vereniging ingebrachte bedden is gewaarborgd wanneer de duurzame uitbating van de instelling op het grondgebied van de gemeente niet zou worden nageleefd;

Overwegende dat, zonder lid te zijn van de vzw, na fusie de participatie van de lokale afgevaardigden binnen de Raad van bestuur van de samengesmolten eenheid het mogelijk maakt om rond alle vragen het standpunt van de lokale overheden kenbaar te maken, synergiën uit te werken tussen het ziekenhuis en de OCMW diensten en de gemeente en de gemeente en het OCMW correct te informeren over het beheer en de ontwikkeling van de instelling;

Overwegende anderzijds dat een ontwerpovereenkomst werd gesloten met betrekking tot het beëindigen van de erfpachtovereenkomst voor het gebouw waar voorheen het ziekenhuiscentrum Albert Laurent in was gevestigd en met betrekking tot de modaliteiten van die beëindiging;

Overwegende dat op die manier voldoende waarborgen worden gegeven aan de gemeentelijke overheden met betrekking tot de duurzaamheid en de toekomst van de site;

Overwegende bovendien dat er modaliteiten werden voorbereid rond het statutair personeel afkomstig van het OCMW dat werd overgedragen aan de vereniging Hoofdstuk XII; dat het behoud van het statuut van de betrokkenen wordt gegarandeerd; Gelet op de nieuwe gemeentewet, de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

BESLUIT wat volgt met 21 jastemmen en 4 onthoudingen (*Ghilbert, Polet, Lambot, Stassen*):

Artikel 1

De ontwerpovereenkomst tussen de gemeente, het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, de vzw Cliniques universitaires Saint-Luc en de vzw Clinique Sanatia betreffende de situatie van VALIDA, wordt als volgt goedgekeurd:

"OVEREENKOMST

TUSSEN:

1. De "**Gemeente Sint-Agatha-Berchem**", vertegenwoordigd door ...
hierna genoemd "de Gemeente Sint-Agatha-Berchem"

2. Het "**Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Agatha-Berchem**",
vertegenwoordigd door ...
hierna genoemd "het OCMW van Sint-Agatha-Berchem"

3. de vzw "**Cliniques universitaires Saint-Luc**", ingeschreven in de KBO onder het
ondernemingsnummer 0416.885016, met maatschappelijke zetel aan de Hippocrateslaan
10 te 1200 Brussel, vertegenwoordigd door ...
hierna genoemd "Cliniques universitaires Saint-Luc"

4. De vzw "**Clinique Sanatia**", ingeschreven in de KBO onder het ondernemingsnummer
0416.862.349, met maatschappelijke zetel aan de Collegestraat 45 te 1050 Brussel,
vertegenwoordigd door ...
hierna "SANATIA" genoemd.

PREAMBULE

Sinds het begin van het partnerschap tussen de gemeente Sint-Agatha-Berchem en de
Cliniques universitaires Saint-Luc werd er op gewezen dat de wil om VALIDA in de
gemeente Sint-Agatha-Berchem te verankeren steeds duidelijk aanwezig was onder meer
door de aankoop in 2008 van het gebouw van het voormalige Frans hospitaal en het
uitvoeren van omvangrijke renovatiewerken voor een investering in de grootorde van 20
miljoen euro. Vanaf september 2008 bouwde VALIDA een polikliniek uit die vandaag de
dag meer dan 4.000 patiëntencontacten per maand telt.

Bovendien is de site VALIDA in 2014 goed voor 235 VTE en 90 zelfstandigen (artsen,
kinesitherapeuten) ten opzichte van de 105 VTE en 42 zelfstandigen van het
Ziekenhuiscentrum Albert Laurent in april 2007. Naast de eigen activiteit biedt de
VALIDA site tevens plaats aan een dialysecentrum dat wordt uitgebaat door de
'Cliniques Saint-Jean' en het Universitair Ziekenhuis Brussel (UZ VUB), evenals een test-
en leerzaal die door Solival wordt beheerd - een vzw toegespitst op het promoten van
hulpmiddelen voor personen met beperkte mobiliteit.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van Sint-Agatha-Berchem van 6 mei
2014;

Gelet op de beraadslaging van de OCMW-raad van Sint-Agatha-Berchem van 5 mei
2014;

Beslisten de gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem om ontslag te nemen uit
de Algemene vergadering en uit de Raad van bestuur van de vereniging, geregeld door
de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk
welzijn, "Ziekenhuiscentrum Validia", wat leidt tot een hervorming van de vereniging van
een publiekrechtelijke vereniging naar een vereniging zonder winstoogmerk en de fusie
van deze vzw mogelijk maakt met de vzw "SANATIA". De "Cliniques universitaires Saint-

Luc" verbinden er zich toe opdat dit ontslag zou worden aanvaard.

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 - Definities

In deze overeenkomst wordt verstaan onder:

- *"Fusieovereenkomst": de fusieovereenkomst tussen de vzw VALIDA en de vzw SANATIA waarvan het ontwerp is bijgevoegd aan onderhavige overeenkomst.*
- *"Fusie": de fusie met betrekking tot het samensmelten van de activiteiten van VALIDA en van SANATIA binnen de vzw SANATIA.*
- *"VALIDA": de publiekrechtelijke vereniging "Ziekenhuiscentrum Valida".*
- *"Nieuwe entiteit": de vzw SANATIA zoals ze zal bestaan na de afstand van algemeenheid van de vzw "Ziekenhuiscentrum VALIDA" en de wijziging van haar statuten.*

Artikel 2 – Verankeringsgarantie in de gemeente

De Cliniques universitaires Saint-Luc verklaren expliciet dat gelet op de in de site aan de Josse Goffinlaan geïnvesteerde middelen de Nieuwe entiteit geenszins de intentie heeft en geen enkel belang heeft om haar installaties te verlaten die momenteel op ideale wijze beantwoorden aan de noden van de activiteiten rond geriatrische en locomotorische revalidatie. Er bestaat overigens binnen het Brusselse Gewest geen enkele met VALIDA vergelijkbare revalidatiesite.

De bedoeling van de Cliniques universitaires Saint-Luc en de Nieuwe entiteit is duidelijk: op lange termijn in Sint-Agatha-Berchem blijven om hun voor de revalidatieactiviteit uitgebouwde exploitatiesite uit te baten en het aanbod ambulante zorgen verder te ontwikkelen via zowel specialistische consultaties in een polikliniekomgeving als paramedische activiteiten zoals kinesitherapie waarvoor het gebouw perfect is uitgerust. Deze benaderingswijze vormt de best mogelijke garantie die de Nieuwe entiteit kan bieden met het oog op de ontwikkeling van de dienstverlening ten aanzien van de bevolking en bijgevolg de werkgelegenheid op het grondgebied van de gemeente.

Ter garantie voor de gemeente en het OCMW in de veronderstelling dat er zich totaal onvoorziene omstandigheden zouden voordoen die ertoe zouden leiden dat de exploitatiesite aan de Josse Goffinlaan zou worden verlaten zonder behoud van een minimale ziekenhuisactiviteit en de daarmee gepaard gaande werkgelegenheid zoals hierna bepaald, is er aan bovenvermelde openbare overheden echter een schadevergoeding verschuldigd.

Mochten de activiteiten van de VALIDA site worden verhuisd naar een site buiten de gemeente Sint-Agatha-Berchem om redenen die onafhankelijk en buiten de wil van de Nieuwe entiteit en de Cliniques universitaires Saint-Luc liggen, zal de Nieuwe entiteit de gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem schadeloosstellen. De schadevergoeding zal worden berekend door een onafhankelijk deskundige die de waarde van een ziekenhuisbed zal berekenen op het moment van de delokalisatie van de exploitatiesite. Op basis van deze door de deskundige bepaalde waarde zullen de gemeente en het OCMW recht hebben op een bedrag dat overeenstemt met de 111 bedden die ze historisch hebben aangebracht, dit bedrag wordt jaarlijks verminderd met

één drieëndertigste. Wanneer de verhuis buiten de gemeente Sint-Agatha-Berchem wordt ingegeven door een strategische keuze van de Nieuwe entiteit wordt het bedrag van de schadevergoeding verhoogd met 10%.

Wanneer echter ondanks de verhuis van de exploitatiesite aan de Josse Goffinlaan de activiteit van de polikliniek op het grondgebied van de gemeente Sint-Agatha-Berchem wordt behouden, evenals de werkgelegenheid en de ziekenhuisactiviteit voor minimaal 50% van de in 2014 bestaande bedden, is er geen enkele schadevergoeding verschuldigd. De vzw SOLIVAL kan, indien zij dit verkiest, haar activiteiten binnen de site blijven ontplooiën.

De Cliniques universitaires Saint-Luc maken zich sterk ten aanzien van de gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem dat onderhavige clausule wordt nageleefd.

Artikel 3 – Statutair personeel

In de mate dat de gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem geen lid meer zijn van de Algemene vergadering van de vzw VALIDA vloeit hieruit voort dat zodra afstand wordt gedaan van het statuut van "Hoofdstuk XII" van de vzw VALIDA, de gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem ontslaan worden van alle toekomstige lasten met betrekking tot het statutair personeel.

Het OCMW verbindt er zich toe, onder voorbehoud van de resultaten van de onderhandelingen met de vakbonden en onder voorbehoud van het standpunt dat zal worden ingenomen door de toezichthoudende overheid, de reglementen te wijzigen en de nodige individuele maatregelen te nemen opdat het vandaag binnen de vereniging VALIDA aan de slag zijnde statutair personeel vanaf de omvorming van deze vereniging in een vzw kan worden overgedragen aan het OCMW en ogenblikkelijk, mits hun goedkeuring, door deze laatste worden aangesteld binnen de Nieuwe entiteit. Alle eventuele algemene lasten met betrekking tot dit personeel worden binnen een termijn van twee weken vanaf de datum van de door het OCMW opgestelde schuldvordering aan deze laatste door de Nieuwe entiteit terugbetaald.

Tegen de 22^{ste} van iedere maand deelt de Nieuwe entiteit het OCMW alle gegevens mee met het oog op het berekenen van het loon en het opstellen van de sociale documenten. De door het OCMW vervulde taken met betrekking tot de betrokken statutaire werknemers worden tegen de door de sociale secretariaten aangerekende gebruikelijke tarieven gefactureerd.

De Nieuwe entiteit betaalt van bij de invoegetreding van onderhavige overeenkomst een provisie die overeenstemt met het bruto maandloon, inclusief alle lasten van de betrokken statutaire werknemers en ziet erop toe deze provisie aan te houden gedurende de hele looptijd van de overeenkomst.

Artikel 4

Binnen de vzw VALIDA en binnen de haar opvolgende entiteit, na de fusie, wordt een coördinatiecomité opgericht dat is samengesteld uit de algemeen directeur van de vzw, die het comité voorziet, de secretaris van het OCMW van Sint-Agatha-Berchem of zijn afgevaardigde en de medisch directeur.

Het comité is belast om, op eigen initiatief of op vraag van de Raad van bestuur, het beheercomité of een lid, advies te geven aan de organen van de vereniging rond mogelijke synergiën tussen de acties van de vereniging zonder winstoogmerk en deze van het OCMW.

Het coördinatiecomité stelt het huishoudelijke reglement op.

Het legt de Raad van bestuur de aanstelling voor van de arts die de bevoorrechte gesprekspartner zal zijn van het OCMW.

Artikel 5 - Wijziging van de statuten van de Nieuwe entiteit

De statuten van de vzw SANATIA, als Nieuwe entiteit, worden in het licht van de toetreding van VALIDA, in die zin aangepast.

De gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem worden uitgenodigd om deel te nemen aan de Raad van bestuur van de Nieuwe entiteit naast de andere partners, waarbij de Cliniques universitaires Saint-Luc de rol van belangrijkste speler op zich nemen. Er wordt een bestuurder aangesteld door de gemeente en een door het OCMW. De participatie van de gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem biedt hen de mogelijkheid om een actieve rol te spelen in het uitstippelen van de ontwikkelingsstrategie met betrekking tot de exploitatiesite VALIDA en perfect te zijn geïnformeerd, via de aanwezigheid van twee door hen aangestelde bestuurders, over de operationele toestand van de Nieuwe entiteit.

Artikel 6 – Prijsbeleid

Aan het prijsbeleid van de VALIDA site wordt ten aanzien van het huidige, voor de fusie, gevoerde beleid niet geraakt.

De VALIDA exploitatiesite zal het aantal eenpersoonkamers verhogen om in te spelen op de vraag van de patiënten, maar zal, ook na de renovatie, nog steeds voor 2/3^e bedden tellen in tweepersoonkamers die zonder toeslag toegankelijk zijn. De honorariatoeslagen zijn, wanneer ze zijn toegestaan, momenteel geplafonneerd op 100%; wat overeenstemt met de wensen van de verzekeringsorganismen. De Nieuwe entiteit wenst dit prijsbeleid, waarbij de toegang tot verzorging aan eenieder wordt gegarandeerd, aan te houden en heeft geenszins de bedoeling om een selectief beleid te ontwikkelen waardoor de toegang wordt voorbehouden aan bevoorrechte patiënten.

Integendeel, de op de exploitatiesite van VALIDA uitgewerkte infrastructuur richt zich met de aanwezigheid van de vzw SOLIVAL precies op revalidatiezorgen die voor iedereen toegankelijk zijn met een medische samenwerking stroomopwaarts met acute ziekenhuizen en een aanbod van medische en paramedische diensten voor de periode volgend op een ziekenhuisopname binnen de muren van Valida.

Artikel 7 – Conflictpreventie- en oplossing

1. De partijen verbinden er zich toe om bij geschillen de voorkeur te geven aan onderhandelde oplossingen. Daartoe komen ze in vergadering samen om gezamenlijk tot een minnelijke schikking te komen.

2. Bij ontstentenis stellen de bij het geschil betrokken partijen in onderling overleg een bemiddelaar aan die door de Federale Bemiddelingscommissie is erkend. Partijen verbinden er zich toe om de bemiddeling niet af te breken alvorens elk van de bij het geschil betrokken partijen hun inleidende uiteenzetting tijdens een gemeenschappelijke zitting naar voren hebben gebracht.

Bij ontstentenis van een door deze bemiddelaar naar voren geschoven oplossing binnen een termijn van twee maanden na de aanhangigmaking bij de betrokken bemiddelaar (in onderling overleg kan deze termijn worden verlengd) of wanneer de door de bemiddelaar voorgestelde oplossing door een der partijen niet kan worden aanvaard, kan elke partij haar rechten laten gelden en, desgevallend, de zaak aanhangig maken bij de rechtbanken van Brussel die ter zake uitspraak doen.

Artikel 8 - Ontslag uit de publiekrechtelijke vereniging en gevolgen

De Cliniques universitaires Saint-Luc garanderen de gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem:

- hun ontslag uit de publiekrechtelijke vereniging Valida te aanvaarden;
- kwijting te verlenen aan de bestuurders van de publiekrechtelijke vereniging VALIDA die de gemeente en het OCMW vertegenwoordigen voor hun beheer tot aan de omvorming van de publiekrechtelijke vereniging naar een vereniging zonder winstoogmerk.

Meer algemeen erkennen de Cliniques universitaires Saint-Luc dat de gemeente en het OCMW alle verplichtingen die voortvloeien uit hun hoedanigheid van deelgenoot van de publiekrechtelijke vereniging VALIDA perfect zijn nagekomen en in de mate van het nodige, behoeden ze de gemeente en het OCMW voor alle eventuele aanspraken die tegen hen zouden worden gericht omwille van of als gevolg van de werking en het beheer van de publiekrechtelijke vereniging in de periode dat de gemeente en het OCMW er deelgenoot van waren.

Artikel 9 - Slotbepalingen

1. Partijen verbinden er zich toe alle informatie met betrekking tot onderhavige overeenkomst, evenals alle andere informatie dan deze die normaal toegankelijk is voor het publiek, waarvan ze in het kader van het fusieproject kennis zouden hebben genomen, vertrouwelijk te behandelen.
2. De nietigheid van een of meerdere bepalingen van onderhavige overeenkomst doen geen afbreuk aan de geldigheid van de overeenkomst in haar geheel. Partijen vervangen vervolgens de nietig verklaarde bepaling door een nieuwe bepaling die in dezelfde mate de rechten en verplichtingen tussen de partijen evenwichtig verdeelt.
3. Enkel het Belgisch recht is van toepassing. Enkel de hoven en rechtbanken van het gerechtelijke arrondissement Brussel zijn bevoegd om geschillen tussen de partijen over de geldigheid, de interpretatie of de uitvoering van onderhavige overeenkomst te beslechten.

Artikel 10 – Opschortende en ontbindende voorwaarden

1. Onderhavige overeenkomst wordt gesloten onder de opschortende voorwaarde van het ontslag van de gemeente en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem uit de vzw Ziekenhuiscentrum VALIDA en de ondertekening van de Fusieovereenkomst waarvan het

ontwerp in bijlage werd toegevoegd.

2. Onderhavige overeenkomst wordt gesloten onder de opschortende of ontbindende (??) voorwaarde dat het College in vergadering enerzijds het ontslag uit de vereniging en anderzijds de aan de statuten van de OCMW ambtenaren aangebrachte wijzigingen goedkeurt.

Artikel 11 – Bijlagen

De hierna vermelde bijlagen maken integraal deel uit van onderhavige overeenkomst:

- *Beraadslaging van de Gemeenteraad van 6 mei 2014;*
- *Beraadslaging van de OCMW-raad van Sint-Agatha-Berchem van 5 mei 2014;*
- *Ontwerp van de fusie-overeenkomst tussen de vzw VALIDA en de vzw SANATIA.*

Opgemaakt te Brussel op 2014 in evenveel exemplaren als er partijen zijn waarbij elke partij met haar ondertekening verklaart haar exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de Gemeente Sint-Agatha-Berchem

Voor het OCMW van Sint-Agatha-Berchem

Voor de "Cliniques universitaires Saint-Luc"

Voor de vzw "Clinique SANATIA"

Bijlagen"

Artikel 2

Dientengevolge trekt de gemeente (het OCMW) zich terug als deelgenoot uit de publiekrechtelijke vereniging "Ziekenhuiscentrum Valida".

06.05.2014/A/002 **Département Education et Temps Libre - Modification du règlement d'ordre intérieur pour l'utilisation des installations du Centre de Loisirs situé avenue de la Basilique 14**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Considérant que le Conseil communal, en séance du 19 décembre 2013, a adopté le règlement d'ordre intérieur relatif à la location des installations du Centre de Loisirs de Berchem-Sainte-Agathe;

Vu l'article 4 de l'arrêté régional qui fait état des décisions du Gouvernement du 19 décembre 2013 conditionnant l'octroi du subside à l'achat à la condition que « le règlement d'ordre intérieur communal pour l'utilisation des infrastructures sportives concernées, garantisse un tarif d'accès préférentiel et identique aux habitants de Berchem-Sainte-Agathe, de Molenbeek-Saint-Jean, de Ganshoren, de Koekelberg, d'Anderlecht et de Jette ainsi qu'aux clubs sportifs ayant leur siège sur le territoire de ces communes et ce pendant toute la durée de vie de l'exploitation des infrastructures

concernées par les subsides »;

Considérant que la salle des fêtes et le bar seront gérés par le gestionnaire et pourront donc être loués par des particuliers et associations;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit par 20 voix oui et 1 abstention (*Stassen*):

Article 1:

Le règlement d'ordre intérieur qui s'énonce comme suit, est approuvé pour la période du 1er mai 2014 au 30 juin 2015:

"Règlement d'ordre intérieur relatif à la location des installations du Centre de Loisirs de Berchem-Sainte-Agathe"

Introduction

Généralités

Tous les utilisateurs et visiteurs du Centre sont présumés avoir pris connaissance du présent règlement, et l'avoir accepté sans réserve.

Nul ne pourra, pour quelque raison que ce soit, disposer d'un local géré par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe sans autorisation préalable.

Définitions

Pour l'application du présent règlement, on entend par:

- *« Centre de Loisirs » ou « Centre »: les bâtiments et infrastructures situés dans le lotissement situé entre la Chaussée de Gand, l'avenue Hélène, l'avenue Laure et l'avenue de la Basilique à 1082 Berchem-Sainte-Agathe dont l'entrée est située au 14 de l'avenue de la Basilique ainsi que leurs annexes, accessibles au public et dont la Commune de Berchem-Sainte-Agathe est propriétaire.*
- *« Salle des fêtes »: salle dont les modalités de location sont reprises à la section 2 du présent règlement et comprenant une salle de billard, une grande salle de réception, un bar, une cuisine, et les installations sanitaires et places de parking attenantes.*
- *« Salle »: l'une des salles de sport ou salles de réunion disponibles à la location pour toute personne physique ou morale dont les modalités de location sont reprises à la section 1 du présent règlement.*
- *« preneur »: tout personne physique ou morale, privée ou publique ayant reçu l'autorisation d'occuper une Salle ou la Salle des fêtes.*
- *« responsable du Centre »: la personne désignée par le Collège des Bourgmestre et Echevins chargée de veiller au respect des conditions de location.*

SECTION 1: SALLES DE SPORT ET DE REUNION

Article 1: Champ d'application

La section 1 du présent règlement est applicable à la location des salles de sport du Centre de Loisirs c'est-à-dire: les deux salles de tir, la salle de pétanque, la salle de sport, le hall omnisport, le terrain de football et les 8 terrains de tennis ainsi que à la location des salles de réunion.

Les salles de réunion ne peuvent être louées que par les entités et personnes exonérées de la redevance et la catégorie 1 reprise à l'annexe du présent règlement ainsi que la Banque Nationale de Belgique.

Article 2: Demande de location

Toute demande d'occupation régulière d'une Salle devra se faire auprès du fonctionnaire des sports de la Commune: sport@1082berchem.irisnet.be ou au 02/466.40.26. Cette occupation régulière fera l'objet d'un contrat d'occupation. Les réservations sont fixes et définitives. Tout empêchement doit être signalé au responsable du Centre.

Article 3: Paiement

Les locations sont payables, à l'avance, par versement au compte de l'administration communale destiné à cet effet ou au comptant auprès de la caisse communale.

Article 4: Force majeure et remboursement

Le loyer des heures non utilisées n'est en aucun cas remboursable. Par dérogation à l'alinéa précédent, en cas d'indisponibilité des terrains pour force majeure (par exemple en cas de panne), ou suite à une décision souveraine de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe (par exemple fermeture exceptionnelle pour raisons d'entretien ou organisation d'un évènement), les locations des installations sportives déjà payées correspondant à la période d'indisponibilité pourront être remboursées ou une autre date pour la location de la salle sera proposée au preneur. En aucun cas, une indemnité ne pourra être réclamée à la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.

Article 5: Assurance

Tous les clubs doivent souscrire une assurance couvrant leur responsabilité civile.

Article 6: Accès aux installations

Les clubs seront accompagnés d'un responsable, qui devra se présenter auprès du responsable du Centre, afin d'obtenir la clé du vestiaire qui lui a été réservé. Il devra la remettre dès la fin de l'occupation. Les particuliers qui souhaitent utiliser les vestiaires suivront la même procédure que les clubs.

A l'ouverture et à la fermeture des vestiaires, le responsable du club ou le particulier constatera les dégâts éventuels et en avertira immédiatement le surveillant. A défaut d'en avoir informé le surveillant, le club ou le particulier sera présumé responsable des éventuels dégâts constatés après sa période d'occupation.

En cas de perte ou de dégradation des clés des vestiaires ou des cadenas destinés à sécuriser le matériel, les frais de duplication, d'ouverture de porte ou, le cas échéant, de remplacement des serrures ou cadenas seront à charge du club ou du particulier.

Article 7: Etats des lieux

Le preneur est tenu de restituer les lieux et le matériel dans l'état de propreté où il les a reçus avant la location.

Les frais de réparation des dégâts occasionnés par les utilisateurs aux installations (en ce compris les vestiaires), seront à leur charge. Au cas où des dégâts auraient été occasionnés par des membres d'un club, le responsable dudit club sera présumé

responsable de ces dégâts. En outre, tous dégâts causés intentionnellement ou actes de vandalisme pourront entraîner, à l'encontre du club ou du particulier à leur origine, l'interdiction temporaire ou définitive d'accéder aux installations. Dans ce cas, les loyers déjà perçus par la Commune de Berchem-Sainte-Agathe resteront acquis.

Le preneur est tenu de quitter les lieux en dernier et de veiller à l'extinction de l'éclairage, du chauffage et à la fermeture des robinets. Il veillera également à ce que portes, fenêtres et grilles soient bien refermées après s'être assuré que personne ne reste dans les locaux ou les espaces extérieurs clos. Il se verra imputer la responsabilité de tous les dégâts ou autres problèmes qui pourraient résulter de sa négligence entre le moment où il quitte les lieux et celui où il restitue les clés au responsable du Centre.

Article 8: Capacité d'occupation

Compte tenu des normes de sécurité du Service d'Incendie de l'Agglomération Bruxelloise, il est interdit de dépasser la capacité normale d'occupation des locaux en fonction de la configuration de chacune des salles.

Article 9: Voies d'évacuation et issues de secours

L'éclairage des sorties de secours ne peut être déconnecté ou éteint.

Aucune porte sur les voies d'évacuation et les sorties de secours ne peut être fermée à clé ou cadénassée pendant la durée de la location.

Les issues de secours doivent être complètement dégagées sur toute leur largeur.

Les corridors, escaliers, paliers ne peuvent contenir aucun objet qui entrave la circulation du public, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle.

L'accès des véhicules de secours (ambulances, voitures de pompiers) doit être rendu possible pendant toute la durée de la location.

Article 10: Prévention incendie

Tous les moyens de lutte contre l'incendie doivent, en tout temps, être visibles et facilement accessibles. Il est en outre interdit de fumer à l'intérieur des locaux.

Article 11: Usage des lieux

Il est interdit de se rendre dans les salles de sport avec des chaussures de ville. Des chaussures et du matériel adapté au revêtement de sol et propres doivent être utilisés dans les salles intérieures.

Il est notamment défendu d'entrer chaussé dans les douches.

Il est également formellement interdit d'emporter de la nourriture ou des boissons alcoolisées dans les couloirs, les salles de sport, les vestiaires, les douches et la tribune. Seules les boissons conditionnées dans des bouteilles en plastique sont autorisées. Les consommateurs sont tenus de jeter leurs vidanges dans les poubelles mises à leur disposition.

La vente de nourriture et boissons au sein et alentours des infrastructures sportives ne peut se faire que moyennant une autorisation écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins préalable à l'activité.

Il est strictement interdit d'introduire des animaux ou des deux-roues dans les locaux du Centre et sur les terrains de sport. Cette interdiction vise également les abords des terrains.

Le matériel destiné aux différentes disciplines devra être placé et évacué par les clubs utilisateurs suivant les directives du responsable du Centre ou des surveillants.

Les entraînements et parties de tennis seront interrompus au minimum 5 minutes avant la fin de la période de location si la période suivante est occupée par un sport nécessitant le placement ou l'enlèvement de matériel spécifique.

Les enfants de moins de 12 ans non accompagnés ne peuvent jamais se trouver dans les salles de sport ou dans les vestiaires durant les entraînements ou les matchs.

Lorsqu'un match de football ou un entraînement ont lieu sur un terrain éclairé, le responsable du club ou le preneur du terrain avertira le responsable du Centre ou le surveillant dès la fin du match ou de l'entraînement afin d'éteindre l'éclairage.

Pour des raisons de sécurité, sauf autorisation expresse, la présence de public est interdite dans les salles de sport pendant les matchs. Pour la salle omnisport, le public n'a accès qu'aux tribunes.

Les buts mobiles sont employés sous l'entière responsabilité du club ou du particulier utilisateur. Les utilisateurs veilleront notamment à ce que personne ne s'y suspende et à ce que les stabilisateurs soient correctement utilisés.

Les buts mobiles devront être rangés à l'endroit prévu après chaque usage par le club utilisateur ou le particulier et attachés avec le lien prévu à cet effet.

SECTION 2: CONDITIONS PARTICULIERES POUR LA LOCATION DE LA SALLE DES FETES ET LE BAR

Article 12: Demande de location

L'entrée de la Salle des fêtes est située avenue de la Basilique 14 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe.

Les réservations doivent se faire directement auprès du gestionnaire de la salle.

La location de la salle des fêtes comprend également l'usage de sa cuisine, de son bar, de la salle de billard et des sanitaires y attenants selon les modalités déterminées avec le gestionnaire de la salle.

Le stationnement devant la salle des fêtes est autorisé pour le preneur et les participants à l'activité.

Article 13: Contrat de brasserie

Etant donné que la salle fait l'objet d'un contrat de brasserie, le preneur est tenu de s'y conformer selon les règles en vigueur au jour de la conclusion du contrat de location.

Le preneur est tenu de s'approvisionner en boissons courantes auprès du concessionnaire désigné par l'administration communale.

Article 14: Boissons alcoolisées

La consommation (vente ou mise à disposition) de boissons alcoolisées titrant plus de 15° est interdite et les dispositions légales relatives à la vente de boissons et à l'ivresse publique sont d'application.

La vente de toutes boissons alcoolisées est interdite aux mineurs de moins de 16 ans.

Article 15 : Nettoyage

A la fin de la manifestation, le nettoyage à l'eau du local (salle, équipements, couloirs, toilettes, accès, etc.) est assuré par le preneur.

Il est strictement interdit d'utiliser les lances d'incendies pour le nettoyage.

Si le premier occupant n'a pas libéré et nettoyé les lieux de manière irréprochable dans les délais prévus, il sera fait appel, à ses frais, à une équipe de nettoyage pour que cette

situation ne porte pas préjudice au preneur qui lui succède.

Le délégué communal mentionnera cette situation dans le procès-verbal de l'état des lieux de sortie.

Article 16 : Entretien

Les tarifs de location mentionnés aux conditions particulières du présent règlement comprennent les frais de gestion des infrastructures à l'exclusion des obligations inhérentes au preneur telles que définies ci-après :

§1 Le tri des déchets est obligatoire, il s'effectuera soit dans les récipients prévus à cet effet dans certaines salles, soit conformément à la législation bruxelloise en séparant:

- papiers et cartons (sacs ou conteneur jaune) ;
- cannettes, conserves, récipients métalliques et pvc,... (sacs ou conteneur bleu) ;
- bouteilles en verre (bulle à verre) ;
- huiles de fritures, graisses ou produits toxiques divers (déposés au conteneur à déchets chimiques ou dans le récipient pour huiles usagées à la salle des fêtes) ;
- déchets tout-venant (sacs blancs ou conteneur métallique).

En cas de non observation de ces dispositions, les frais de tri et de débouchage éventuel des canalisations seront portés à charge du preneur et déduits de la caution.

§2 Le preneur est tenu de restituer les lieux et le matériel dans l'état de propreté où il les a reçus avant la manifestation et répondant aux critères suivants:

- le mobilier, le matériel, et si nécessaire, les tables, chaises seront nettoyés à l'eau ;
- la vaisselle, les verres, les couverts et les plateaux seront nettoyés, séchés et rangés ;
- les installations de cuisine et le matériel de brasserie seront dégraissés, nettoyés et séchés ;
- les installations sanitaires seront nettoyées à l'eau et désinfectées. L'organisateur veillera à ce qu'il y ait, en permanence, un préposé à la surveillance et au nettoyage des toilettes ;
- le matériel utilisé sera rangé selon les consignes données par le gestionnaire de la salle ;
- les abords et les accès vers les salles seront balayés et débarrassés de tous déchets éventuels.

§3 Après la manifestation (au plus tard avant la remise des clés), le preneur veillera à évacuer des locaux tous les biens lui appartenant (matériel, marchandises,...).

SECTION 3: CONDITIONS PARTICULIERES POUR LA LOCATION DES SALLES DE TIR

Article 17 : Homologation

Les salles de tir sont exclusivement réservées à l'usage des fusils à plomb et à air comprimé. Les salles ne sont pas homologuées pour l'usage des armes à feu, il est donc strictement interdit d'en détenir et d'en faire usage dans les installations.

Article 18 : Utilisateurs

La location des salles de tir est réservée exclusivement aux membres de la Banque Nationale.

Article 19 : Responsabilité

La commune n'est en aucun cas responsable d'incident dû à l'usage des fusils à plomb et à air comprimé dans les salles de tir.

ANNEXE: TARIFICATION

Doivent s'acquitter de la redevance reprise dans le tableau ci-dessous dans les conditions mentionnées au règlement:

- Catégorie 1 : les associations et les clubs sportifs ayant leur siège social sur les communes de Berchem-Sainte-Agathe, Molenbeek-Saint-Jean, Ganshoren, Koekelberg, Anderlecht et Jette ainsi que les personnes physiques domiciliées dans ces communes de même que les activités organisées directement par la Vlaamse Gemeenschapscommissie et/ou la Commission Communautaire Francophone.
- Catégorie 2 : les personnes physiques ou morales non reprises dans la catégorie 1.

TARIFICATION LOCATION SALLE DES FETES

SALLE DES FETES	<u>CATEGORIE 1</u>	<u>CATEGORIE 2</u>
À L'HEURE	€ 400,00	€ 600,00
À LA JOURNÉE	€ 1500,00	€ 2000,00

TARIFICATION LOCATION SALLES POUR UNE HEURE/SEMAINE POUR UN AN EXCEPTE PENDANT LES VACANCES SCOLAIRES

	<u>CATEGORIE 1</u>	<u>CATEGORIE 2</u>
<u>INTERIEUR</u>		
SALLE DE PETANQUE INTERIEURE	€ 500,00	€ 750,00
SALLE DE TIR	-	€ 600,00
SALLE DE SPORT	€ 600,00	€ 900,00
HALL OMNISPORT	€ 800,00	€ 1.200,00
SALLE DE REUNION	€ 500,00	€ 750,00
<u>EXTERIEUR</u>		
TERRAIN DE FOOTBALL	€ 1.000,00	€ 1.500,00
TERRAIN DE TENNIS	€ 200,00	€ 300,00
4 TERRAINS DE PETANQUE	€ 100,00	€ 150,00

TARIFS (A L'HEURE) POUR LA LOCATION DES SALLES EN CAS D'ORGANISATION D'EVENEMENT

	<u>CATEGORIE 1</u>	<u>CATEGORIE 2</u>
<u>INTERIEUR</u>		
SALLE DE PETANQUE INTERIEURE	€ 50,00	€ 75,00

SALLE DE TIR	-	€ 60,00
SALLE DE SPORT	€ 60,00	€ 90,00
HALL OMNISPORT	€ 80,00	€ 120,00
SALLE DE REUNION	€ 50,00	€ 75,00
<u>EXTERIEUR</u>		
TERRAIN DE FOOTBALL	€ 100,00	€ 150,00
TERRAIN DE TENNIS	€ 20,00	€ 30,00
4 TERRAINS DE PETANQUE EXTERIEURS	€ 10,00	€ 15,00

Sont exonérées du paiement de la redevance:

Les activités organisées par l'administration communale, le CPAS ou le comité officiel des fêtes, les activités organisées au profit des élèves des écoles et académies berchemoises, les activités organisées par le GC « De Kroon » et le CC « Le Fourquet », en vue d'un échange interculturel significatif entre les deux communautés linguistiques et les activités organisées par la Croix Rouge."

Departement Opvoeding en Vrije Tijd - Wijziging van het huishoudelijk reglement betreffende het gebruik van de infrastructuur van het Vrijtijdscentrum gelegen Basiliëklaan 14

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de Raad, in zitting van 19 december 2013, het huishoudelijk reglement betreffende het gebruik van de infrastructuur van het Vrijtijdscentrum van Sint-Agatha-Berchem heeft goedgekeurd;

Overwegende artikel 4 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 december 2013 houdende toekenning van toelagen voor gemeentelijke sportinfrastructuur waarbij een subsidie kan worden toegekend voor de aankoop « op voorwaarde dat het gemeentelijk intern reglement voor het gebruik van de betrokken sportinfrastructuur een voorkeur en identiek toegangstarief garandeert voor de inwoners van de gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Sint-Jans-Molenbeek, Ganshoren, Koekelberg, Anderlecht en Jette, evenals voor sportclubs die gevestigd zijn op het gebied van deze gemeenten en dit gedurende de volledige uitbatingsduur van de infrastructuur met betrekking tot de subsidies »;

Overwegende dat de uitbating van de feestzaal en de bar rechtstreeks door de beheerder van de zaal zal gebeuren zodat particulieren en verenigingen kunnen reserveren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met 20 jastemmen en 1 onthouding (*Stassen*):

Artikel 1:

Het huishoudelijk reglement, zoals hieronder weergegeven, wordt goedgekeurd voor de periode van 1 mei 2014 tot en met 30 juni 2015:

"Huishoudelijk reglement betreffende het gebruik van de infrastructuur van het Vrijtijdscentrum van Sint-Agatha-Berchem

Algemeen

Alle gebruikers en bezoekers van het centrum worden verondersteld kennis te hebben genomen van onderhavig reglement en dit onvoorwaardelijk te hebben aanvaard. Niemand zal kunnen gebruik maken van een lokaal dat beheerd wordt door de Gemeente Sint-Agatha-Berchem, gelijk om welke reden, zonder voorafgaandelijke toestemming.

Definities

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder:

- « Vrijtijdscentrum » of « Centrum »: gebouwen en infrastructuur gelegen in de verkaveling tussen de Gentssteenweg, Helenelaan, Laurelaan en Basiliékelaan te 1082 Sint-Agatha-Berchem waarvan de ingang gelegen is aan de Basiliéklaan 14 alsook de bijgebouwen, toegankelijk voor het publiek en waarvan de Gemeente Sint-Agatha-Berchem eigenaar is.
- « Feestzaal »: zaal waarvoor de verhuurmodaliteiten te vinden zijn in deel 2 van onderhavig reglement, hiervan maakt deel uit: een biljartzaal, een grote receptieruimte, een bar, een keuken, de sanitaire installaties en de parkeerplaatsen.
- « Zaal »: de sport- of vergaderzalen die kunnen gehuurd worden door fysieke of rechtspersonen waarvoor de modaliteiten zijn weergegeven in deel 1 van onderhavig reglement.
- « huurder »: elke fysieke of rechtspersoon, privé of publiek, die de toestemming heeft verkregen om een sportzaal of de feestzaal te gebruiken.
- « Verantwoordelijke van het Centrum »: de persoon aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen om in te staan voor het beheer van de verhuringen.

DEEL 1: SPORT- EN VERGADERZALEN

Artikel 1: Toepassingssfeer

Deel 1 van onderhavig reglement is van toepassing voor het gebruik van de sportzalen van het Vrijtijdscentrum, namelijk de schietzalen, de petanquezaal, de sportzaal, de omnispportzaal, het voetbalterrein en de 8 tennisterreinen evenals de vergaderzalen. De vergaderingszalen zijn exclusief te reserveren door entiteiten en personen vrijgesteld van betaling van de vergoeding en de categorie 1 van de bijlage van het huishoudelijk reglement evenals de Nationale Bank van België.

Artikel 2: Reserveren

Elke vraag tot verhuring dient te gebeuren bij de sportfunctionaris van de Gemeente via mail op sport@1082berchem.irisnet.be of op 02/466.40.26. Het gebruik zal voorwerp zijn van een gebruiksovereenkomst.

De reservaties zijn vast en definitief. Elke verhindering moet aan de verantwoordelijke van het Centrum gemeld worden.

Artikel 3: Betaling

De verhuringen worden vooraf betaald:

- Hetzij door storting op de rekening van de gemeentelijke administratie bedoeld voor deze materie;

- Hetzij contant aan de gemeentelijke kassa.

Artikel 4: Overmacht en terugbetaling

De huur van de niet-gebruikte uren is in geen geval terugbetaalbaar.

In afwijking van vorige alinea, in geval van niet-beschikbaarheid van de terreinen door overmacht (bvb. in geval van defect), of ten gevolge van een beslissing van het Gemeentebestuur (bvb. uitzonderlijke sluiting voor onderhoudswerken of de organisatie van een evenement), kan de reeds betaalde huur van de sportinstallaties met betrekking tot de periode van niet-beschikbaarheid terugbetaald worden of kan een andere datum worden voorgesteld.

Er kan in geen geval een schadeloosstelling van het Gemeentebestuur geëist worden.

Artikel 5: Verzekering

Elke club moet een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid onderschrijven.

Artikel 6: Toegang tot de infrastructuur

Elke club zal vergezeld zijn door een verantwoordelijke die zich zal aanbieden bij de verantwoordelijke van het Centrum teneinde de sleutel op te halen van de kleedkamers die hem zijn toegewezen. Hij zal deze na gebruik terug bezorgen.

Particulieren die gebruik wensen te maken van de kleedkamers zullen dezelfde procedure volgen als de clubs.

Bij het openen en het sluiten van de kleedkamers, zal de clubverantwoordelijke of de particulier eventuele schade opnemen en er onmiddellijk de opzichter van verwittigen. Indien de opzichter niet werd gewaarschuwd zal de club of de particulier verondersteld worden verantwoordelijk te zijn voor de eventuele schade die na zijn periode van gebruik werd vastgesteld.

In geval van verlies of van beschadiging van de sleutels van de kleedkamers of van de hangsloten bestemd om het materiaal te beveiligen, zullen de kosten voor het bijmaken ervan, het openen van deuren of indien nodig het vervangen van sloten of hangsloten ten laste zijn van de club of van de particulier.

Artikel 7: Plaatsbeschrijving

De huurder moet de lokalen en het materiaal terugbezorgen in propere staat, zoals hij ze heeft ontvangen voor het evenement plaatsvond.

De kosten voor het herstellen van de schade veroorzaakt door de gebruikers van de installaties (met inbegrip van de kleedkamers), zullen ten laste zijn van deze gebruikers.

In geval er schade zou veroorzaakt worden door de leden van een club zal de verantwoordelijke van deze club verantwoordelijk gesteld worden voor deze schade.

Daarenboven zal elke schade die met opzet werd aangebracht of daden van vandalisme het tijdelijke of het definitieve verbod om de installaties te betreden met zich meebrengen.

In dit geval zal de huur die door het Gemeentebestuur reeds geïnd werd niet worden terugbetaald.

De huurder moet de lokalen/het lokaal als laatste verlaten en erop toezien dat alle lichten werden gedoofd, de verwarming werd uitgezet en alle kranen werden dichtgedraaid. Hij ziet er ook op toe dat alle deuren, vensters en buitenhekken goed werden afgesloten en dat er niemand is achtergebleven in de lokalen of afgesloten buitenruimten.

De huurder is aansprakelijk voor alle schade of andere problemen die zouden kunnen

voortvloeiën uit zijn onachtzaamheid tussen het moment dat hij de lokalen of het lokaal verlaat en het overhandigen van de sleutels aan de gemeentefunctionarissen.

Artikel 8: Bezettingscapaciteit

In het licht van de veiligheidsnormen van de Brandweerdienst van de Brusselse Agglomeratie is het verboden om de normale bezettingscapaciteit volgens de configuratie van de verschillende zalen, te overschrijden.

Artikel 9: Evacuatiewegen en nooduitgangen

De verlichting van de nooduitgangen mag onder geen enkel beding worden losgekoppeld of gedoofd.

Geen enkele deur langs het traject van de evacuatiewegen en de nooduitgangen mag met een sleutel of met een hangslot zijn afgesloten tijdens het evenement.

De nooduitgangen moeten over de gehele breedte volledig vrij zijn.

Op de gangen, trappen en overlopen mogen er zich geen voorwerpen bevinden die het verkeer van personen kunnen belemmeren; zowel binnen als buiten de zaal.

Eventuele hekken moeten tijdens het evenement absoluut open blijven.

Hulpdiensten (brandweer, ziekenwagens) moeten te allen tijde toegang kunnen hebben tot de gehuurde lokalen.

Artikel 10: Brandpreventie

Alle brandbestrijdingsmiddelen moeten te allen tijde zichtbaar en gemakkelijk bereikbaar zijn.

Voorts is het verboden om binnen de lokalen te roken.

Artikel 11: Gebruik van de infrastructuur

Het is verboden de sportzalen te betreden met stadsschoenen. Het schoeisel en gebruikte materiaal moet aangepast zijn aan de ondergrond van de binnenzalen.

Het is verboden met schoenen de douches te betreden.

Het is eveneens streng verboden voedsel en gealcoholiseerde drank mee te brengen in de gangen, de sportzalen, de kleedkamers, de douches en op de tribune. Enkel drank in plastic flessen is toegelaten. De verbruikers dienen hun leeggoed te deponeren in de vuilnisbakken die ter beschikking zijn gesteld.

De verkoop van voedsel en dranken in en om de sportinfrastructuur kan enkel gebeuren mits voorafgaande schriftelijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

Het is ten strengste verboden dieren of tweewielers binnen te brengen in de lokalen of op de terreinen van het sportcomplex. Dit verbod is eveneens van toepassing rondom de terreinen.

Het materiaal bestemd voor de verschillende disciplines zal geplaatst en weggenomen worden door de clubs die het gebruiken en dit volgens de richtlijnen van de verantwoordelijke of van de opzichters.

Trainingen en tennis zullen minimum 5 minuten voor de huurtijd stopgezet worden indien het daaropvolgende uur wordt gebruikt voor een sport die het plaatsen en het wegnemen van specifiek materiaal vereist.

Kinderen van minder dan 12 jaar die niet vergezeld zijn mogen zich nooit in de sportzalen of in de kleedkamers bevinden tijdens trainingen of wedstrijden

Indien er een voetbalwedstrijd of een training plaats heeft op een verlicht veld zal de

clubverantwoordelijke of de huurder van het veld de zaalverantwoordelijke of de zaalwachter onmiddellijk na het einde van de wedstrijd of de training verwittigen zodat de verlichting kan uitgeschakeld worden.

Om veiligheidsredenen en behalve mits een speciale toelating is de aanwezigheid van publiek niet toegelaten in de zalen tijdens de wedstrijden. Voor de grote zaal heeft het publiek enkel toegang tot de tribunes.

De verplaatsbare doelen worden gebruikt onder de volledige verantwoordelijkheid van de club of van de particulier. De gebruikers zullen erover waken dat er zich niemand aanhangt en dat de stabilisatoren correct worden gebruikt.

De verplaatsbare doelen zullen na gebruik teruggeplaatst worden op de daartoe voorziene plaats door de club of particulier en vastgemaakt worden met de daartoe voorziene sloten.

DEEL 2 : SPECIFIEKE VOORWAARDEN VOOR DE HUUR VAN DE FEESTZAAL EN BAR

Artikel 12: Reserveren

De ingang van de feestzaal is gelegen aan de Basiliëklaan 14 te 1082 Sint-Agatha-Berchem.

Reservaties moeten rechtstreeks gebeuren bij de beheerder van zaal.

Bij de huur van de feestzaal hoort ook de keuken, de bar, de biljartzaal en de sanitaire installaties volgens de modaliteiten afgesproken met de beheerder van de zaal. Parkeren voor de feestzaal is toegestaan voor de huurder en de deelnemers aan de activiteit.

Artikel 13: Brouwerijovereenkomst

Daar de zaal het voorwerp uitmaakt van een brouwerijovereenkomst moet de huurder zich hiernaar schikken volgens de geldende regels op de datum van het afsluiten van de huurovereenkomst.

De huurder is verplicht om zich te bevoorraden bij de door het gemeentebestuur aangewezen concessiehouder.

Artikel 14: Alcoholische drank

Het verbruik (verkoop of terbeschikkingstelling) van drank met een alcoholgehalte van meer dan 15° is verboden en de wettelijke bepalingen met betrekking tot de verkoop van drank en dronkenschap zijn van toepassing.

De verkoop van alcoholhoudende drank aan minderjarigen, jonger dan 16, is verboden.

Artikel 15: Schoonmaak

Aan het eind van het evenement moet de gebruiker het lokaal (zaal, uitrusting, gangen, toiletten, toegangen, etc.) met water schoonmaken.

Het is ten strengste verboden om bij het schoonmaken gebruik te maken van de brandslangen.

Indien de eerste gebruiker de lokalen niet heeft achtergelaten in onberispelijke staat binnen de in het kader van de overeenkomst vooropgestelde termijn, wordt er, op zijn kosten, beroep gedaan op een schoonmaakteam, zodat de volgende huurder geen nadeel kan ondervinden van de onachtzaamheid van de eerste.

De gemeentefafgevaardigde noteert dergelijke vaststelling in het proces-verbaal van plaatsbeschrijving bij afloop.

Artikel 16: Onderhoud

De in de bijzondere voorwaarden van onderhavig reglement vermelde huurtarieven omvatten de beheerkosten voor de infrastructuur, met uitzondering van de verplichtingen inherent aan de huurder zoals hierna bepaald:

§1 *Het sorteren van het afval is verplicht. Het afval wordt gedeponereerd in de containers die daartoe in bepaalde zalen zijn voorzien en conform de Brusselse regelgeving ter zake met inachtneming van onderstaande sorteerrichtlijnen:*

- *Papier en karton (gele zakken of gele container)*
- *Drankblikjes en andere metalen en pvc blikken, ... (blauwe zakken of blauwe container)*
- *Glazen flessen (glascontainer)*
- *Frituurvet, olie of diverse giftige stoffen (in de chemische afvalcontainer of in de container voor afgedankte olie aan de gemeentelijke feestzaal)*
- *Allerhande afval (witte zakken of metalen vuilcontainer)*

Bij niet-naleving van onderhavige bepalingen worden de eventuele kosten voor het sorteren en ontstoppen van de afvoerleidingen de huurder aangerekend en in mindering gebracht van de waarborg.

§2 *De huurder moet de lokalen en het materiaal terugbezorgen in propere staat, zoals hij ze heeft ontvangen voor het evenement plaatsvond en met inachtneming van onderstaande richtlijnen:*

- *meubilair, materieel, en indien nodig, tafels en stoelen schoonmaken met water;*
- *vaat, glazen, bestek en dienbladen schoonmaken, afdrogen en opbergen;*
- *keukeninrichting en barmaterieel ontvetten, schoonmaken en afdrogen;*
- *sanitaire installatie met water schoonmaken en ontsmetten. De organisator ziet erop toe dat er permanent een verantwoordelijke toeziet op het gebruik en het schoonmaken van de toiletten.*
- *Het gebruikte materiaal wordt opgeborgen volgens de richtlijnen van de gemeenteafgevaardigde.*
- *De omgeving rondom de zalen, evenals de toegang tot de zalen worden geveegd en eventueel aanwezig afval wordt opgeruimd.*

§3 *Na het evenement (ten laatste bij het inleveren van de sleutels) ziet de gebruiker erop toe dat alle materiaal dat hem toebehoort (goederen, uitrusting, ...) uit de lokalen zijn verwijderd.*

DEEL 3: BIJZONDERE VOORWAARDEN VOOR DE HUUR VAN DE SCHIETZALEN

Artikel 17 : Homologatie

De schietzalen worden exclusief gereserveerd voor luchtgeweren en loodgeweren. Deze zijn niet gehomologeerd voor gebruik met vuurwapens, het is dus strict verboden om vuurwapens te gebruiken in of mee te brengen naar de schietzaal.

Artikel 18 : Gebruikers

Het gebruik van de schietzalen is exclusief voorbehouden aan de leden van de Nationale

Bank.

Artikel 19 : Verantwoordelijkheid

De gemeente kan niet aansprakelijk gesteld worden voor incidenten met luchtgeweren en loodgeweren in de schietzaal.

BIJLAGE: TARIEVEN

Dienen de vergoeding, zoals in de tabel hieronder weergegeven, te betalen volgens de voorwaarden voorzien in het reglement:

- Categorie 1 : Verenigingen en sportclubs met maatschappelijke zetel in de Gemeenten Sint-Agatha-Berchem, Sint-Jan-Molenbeek, Ganshoren, Koekelberg, Anderlecht en Jette evenals fysieke personen gedomicilieerd in deze gemeenten, activiteiten rechtstreeks georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschapscommissie en/of de Commission Communautaire Francophone.

- Categorie 2 : de fysieke personen of rechtspersonen die niet in de vorige categorie passen.

TARIEVEN HUUR FEESTZAAL

FEESTZAAL	CATEGORIE 1	CATEGORIE 2
PER UUR	€ 400,00	€ 600,00
PER DAG	€ 1500,00	€ 2000,00

TARIEVEN HUUR ZALEN VOOR 1 UUR/WEEK VOOR 1 JAAR BEHALVE TIJDENS DE SCHOOLVAKANTIES

	CATEGORIE 1	CATEGORIE 2
<u>BINNEN</u>		
PETANQUEZAAL	€ 500,00	€ 750,00
SCHIETZAAL	-	€ 600,00
SPORTZAAL	€ 600,00	€ 900,00
OMNISPORTHALL	€ 800,00	€ 1.200,00
VERGADERZAAL	€ 500,00	€ 750,00
<u>BUITEN</u>		
VOETBALTERREIN	€ 1.000,00	€ 1.500,00
TENNISTERREIN	€ 200,00	€ 300,00
4 PETANQUETERREINEN	€ 100,00	€ 150,00

TARIEVEN (PER UUR) VOOR DE HUUR VAN DE ZALEN TER GELENGENHEID VAN EEN EVENEMENT

	CATEGORIE 1	CATEGORIE 2
<u>BINNEN</u>		
PETANQUEZAAL	€ 50,00	€ 75,00

SCHIETZAAL	-	€ 60,00
SPORTZAAL	€ 60,00	€ 90,00
OMNISPORTHALL	€ 80,00	€ 120,00
VERGADERZAAL	€ 50,00	€ 75,00
<u>BUITEN</u>		
VOETBALTERREIN	€ 100,00	€ 150,00
TENNISTERREIN	€ 20,00	€ 30,00
4 PETANQUETERREINEN	€ 10,00	€ 15,00

Zijn vrijgesteld van betaling van de vergoeding:

De activiteiten georganiseerd door het gemeentebestuur, het OCMW of het Officieel Feestcomité, de activiteiten georganiseerd ten voordele van de leerlingen van de scholen en muziekacademies van Sint-Agatha-Berchem, de activiteiten georganiseerd door het GC "De Kroon" en het CC "Le Fourquet" met het oog op een significante interculturele uitwisseling tussen de twee taalgemeenschappen en de activiteiten georganiseerd door het Rode Kruis."

06.05.2014/A/003 **Intercommunale HYDROBRU - Nomination d'un représentant dans l'Assemblée Générale**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;

Vu les statuts de l'intercommunale HYDROBRU;

Vu qu'en séance du Conseil communal du 28 janvier 2013 Madame Nathalie MIGEOTTE a été désignée en qualité de représentant dans l'Assemblée Générale;

Vu le remplacement de Madame Nathalie MIGEOTTE en tant que Conseillère communale;

Considérant que le Conseil communal doit procéder à la nomination d'un représentant dans l'Assemblée générale;

Attendu la candidature écrite de Monsieur Nicolas PANTIDIS en qualité de candidat représentant dans l'Assemblée Générale;

Vu qu'un bureau de dépouillement est constitué par le Bourgmestre et que Monsieur PANTIDIS et Madame KUNSCH, Conseillers communaux, sont désignés pour faire partie de ce bureau. Le Secrétariat est assuré par le Secrétaire communal;

Vu que 21 bulletins de vote sont distribués;

Vu que le résultat du scrutin secret se présente comme suit:

- Représentant pour l'AG: Monsieur Nicolas PANTIDIS obtient 16 voix oui, 4 voix non et 1 abstention

Vu qu'en conséquence, Monsieur Nicolas PANTIDIS est élu en qualité de représentant dans l'Assemblée Générale;

DECIDE après scrutin secret:

Article 1:

Monsieur Nicolas PANTIDIS est nommé comme représentant dans l'Assemblée Générale de l'intercommunale HYDROBRU.

Intercommunale HYDROBRU - Benoeming - Benoeming van één vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 120§2;

Gelet op de statuten van de intercommunale HYDROBRU;

Gezien Mevrouw Nathalie MIGEOTTE in Gemeenteraadszitting van 28 januari 2013 werd aangeduid als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gezien de vervanging van Mevrouw Nathalie MIGEOTTE als Gemeenteraadslid;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet overgaan tot de benoeming van één vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gezien de schriftelijke kandidatuur van Mijnheer Nicolas PANTIDIS als kandidaat vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gelet op de samenstelling door de Burgemeester van een stemopnemingsbureau waarin Mijnheer PANTIDIS en Mevrouw KUNSCH, Gemeenteraadsliden, worden aangeduid om er deel van uit te maken. Het Secretariaat is verzekerd door de Gemeentesecretaris;

Gezien er 21 stembiljetten worden verdeeld;

Gezien het resultaat van de geheime stemming volgende uitslag geeft:

- Vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering: Mijnheer Nicolas PANTIDIS bekomt 16 jastemmen, 4 neenstemmen en 1 onthouding

Gezien bijgevolg Mijnheer Nicolas PANTIDIS werd verkozen als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

BESLUIT na geheime stemming:

Artikel 1:

Mijnheer Nicolas PANTIDIS wordt benoemd als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering van de intercommunale HYDROBRU.

06.05.2014/A/004 Intercommunale d'Inhumation scrl - Nomination d'un représentant dans l'Assemblée Générale

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;

Vu les statuts de l'Intercommunale d'Inhumation scrl;

Vu qu'en séance du Conseil communal du 28 janvier 2013 Madame Nathalie MIGEOTTE a été désignée en qualité de représentant dans l'Assemblée Générale;

Vu le remplacement de Madame Nathalie MIGEOTTE en tant que Conseillère communale;

Considérant que le Conseil communal doit procéder à la nomination d'un représentant dans l'Assemblée Générale;

Attendu la candidature écrite de Monsieur Nicolas PANTIDIS en qualité de candidat représentant dans l'Assemblée Générale;

Vu qu'un bureau de dépouillement est constitué par le Bourgmestre et que Monsieur



PANTIDIS et Madame KUNSCH, Conseillers communaux, sont désignés pour faire partie de ce bureau. Le Secrétariat est assuré par le Secrétaire communal;

Vu que 21 bulletins de vote sont distribués;

Vu que le résultat du scrutin secret se présente comme suit:

- Représentant dans l'Assemblée Générale: Monsieur Nicolas PANTIDIS obtient 16 voix oui, 4 voix non et 1 abstention

Vu qu'en conséquence, Monsieur Nicolas PANTIDIS est élu en qualité de représentant dans l'Assemblée Générale;

DECIDE après scrutin secret:

Article 1:

Monsieur Nicolas PANTIDIS est nommé comme représentant dans l'Assemblée Générale de l'Intercommunale d'Inhumation scrl.

Intercommunale voor Teraardebesteding cvba - Benoeming van één vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 120§2;

Gelet op de statuten van de Intercommunale voor Teraardebesteding cvba;

Gezien Mevrouw Nathalie MIGEOTTE in Gemeenteraadszitting van 28 januari 2013 werd aangeduid als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gelet op de vervanging van Mevrouw Nathalie MIGEOTTE als Gemeenteraadslid;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet overgaan tot de benoeming van één vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gezien de schriftelijke kandidatuur van Mijnheer Nicolas PANTIDIS als kandidaat vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gelet op de samenstelling door de Burgemeester van een stemopnemingsbureau waarin Mijnheer PANTIDIS en Mevrouw KUNSCH, Gemeenteraadsliden, worden aangeduid om er deel van uit te maken. Het Secretariaat is verzekerd door de Gemeentesecretaris;

Gezien er 21 stembiljetten worden verdeeld;

Gezien het resultaat van de geheime stemming volgende uitslag geeft:

- Vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering: Mijnheer Nicolas PANTIDIS bekomt 16 jastemmen, 4 neenstemmen en 1 onthouding

Gezien bijgevolg Mijnheer Nicolas PANTIDIS werd verkozen als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

BESLUIT na geheime stemming:

Artikel 1:

Mijnheer Nicolas PANTIDIS wordt benoemd als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering van de Intercommunale voor Teraardebesteding cvba.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;

Vu les statuts de BRULABO srl;

Vu qu'en séance du Conseil communal du 28 janvier 2013 Madame Nathalie MIGEOTTE a été désignée en qualité de représentant dans l'Assemblée Générale;

Vu le remplacement de Madame Nathalie MIGEOTTE en tant que Conseillère communale;

Considérant que le Conseil communal doit procéder à la nomination d'un représentant dans l'Assemblée générale;

Attendu la candidature écrite de Monsieur Nicolas PANTIDIS en qualité de candidat représentant dans l'Assemblée Générale;

Vu qu'un bureau de dépouillement est constitué par le Bourgmestre et que Monsieur PANTIDIS et Madame KUNSCH, Conseillers communaux, sont désignés pour faire partie de ce bureau. Le Secrétariat est assuré par le Secrétaire communal;

Vu que 21 bulletins de vote sont distribués;

Vu que le résultat du scrutin secret se présente comme suit:

- Représentant dans l'Assemblée Générale: Monsieur Nicolas PANTIDIS obtient 16 voix oui, 4 voix non et 1 abstention

Vu qu'en conséquence, Monsieur Nicolas PANTIDIS est élu en qualité de représentant dans l'Assemblée Générale;

DECIDE après scrutin secret:

Article 1:

Monsieur Nicolas PANTIDIS est nommé comme représentant du Conseil communal dans l'Assemblée Générale de BRULABO srl.

BRULABO cvba - Benoeming van één vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 120§2;

Gelet op de statuten van BRULABO cvba;


Gezien Mevrouw Nathalie MIGEOTTE in Gemeenteraadszitting van 28 januari 2013 werd aangeduid als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gelet op de vervanging van Mevrouw Nathalie MIGEOTTE als Gemeenteraadslid;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet overgaan tot de benoeming van één vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gezien de schriftelijke kandidatuur van Mijnheer Nicolas PANTIDIS als kandidaat vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

Gelet op de samenstelling door de Burgemeester van een stemopnemingsbureau waarin Mijnheer PANTIDIS en Mevrouw KUNSCH, Gemeenteraadsliden, worden aangeduid om er deel van uit te maken. Het Secretariaat is verzekerd door de Gemeentesecretaris;



Gezien er 21 stembiljetten worden verdeeld;

Gezien het resultaat van de geheime stemming volgende uitslag geeft:

- Vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering: Mijnheer Nicolas PANTIDIS
bekomt 16 jastemmen, 4 neenstemmen en 1 onthouding

Gezien bijgevolg Mijnheer Nicolas PANTIDIS werd verkozen als vertegenwoordiger in de Algemene Vergadering;

BESLUIT na geheime stemming:

Artikel 1:

Mijnheer Nicolas PANTIDIS wordt benoemd als vertegenwoordiger van de Gemeenteraad in de Algemene Vergadering van BRULABO cvba.

06.05.2014/A/006 **Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale asbl -
Nomination d'un administrateur**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;

Vu les statuts de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale asbl;

Vu qu'en séance du Conseil communal du 28 janvier 2013 Madame Nathalie MIGEOTTE a été désignée en qualité d'administrateur dans l'Assemblée Générale;

Vu le remplacement de Madame Nathalie MIGEOTTE en tant que Conseillère communale;

Considérant que le Conseil communal doit procéder à la nomination d'un administrateur;
Attendu la candidature écrite de Monsieur Michaël VANDER MYNSBRUGGE en qualité de candidat administrateur;

Vu qu'un bureau de dépouillement est constitué par le Bourgmestre et que Monsieur PANTIDIS et Madame KUNSCH, Conseillers communaux, sont désignés pour faire partie de ce bureau. Le Secrétariat est assuré par le Secrétaire communal;

Vu que 21 bulletins de vote sont distribués;

Vu que le résultat du scrutin secret se présente comme suit:

- Administrateur: Monsieur Michaël VANDER MYNSBRUGGE obtient 16 voix oui,
4 voix non et 1 abstention

Vu qu'en conséquence, Monsieur Michaël VANDER MYNSBRUGGE est élu en qualité d'administrateur;

ARRETE ce qui suit après scrutin secret:

Article 1:

Monsieur Michaël VANDER MYNSBRUGGE est nommé comme administrateur de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale asbl.

Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vzw



- Benoeming van één beheerder

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikel 120§2;

Gelet op de statuten van de vzw Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien Mevrouw Nathalie MIGEOTTE in Gemeenteraadszitting van 28 januari 2013 werd aangeduid als beheerder in de Algemene Vergadering;

Gelet op de vervanging van mevrouw Nathalie MIGEOTTE als Gemeenteraadslid;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet overgaan tot de benoeming van één beheerder;

Gezien de schriftelijke kandidatuur van Mijnheer Michaël VANDER MYNSBRUGGE als kandidaat beheerder;

Gelet op de samenstelling door de Burgemeester van een stemopnemingsbureau waarin Mijnheer PANTIDIS en Mevrouw KUNSCH, Gemeenteraadsleden, worden aangeduid om er deel van uit te maken. Het Secretariaat is verzekerd door de Gemeentesecretaris;

Gezien er 21 stembiljetten worden verdeeld;

Gezien het resultaat van de geheime stemming volgende uitslag geeft:

- Beheerder: Mijnheer Michaël VANDER MYNSBRUGGE bekommt 16 jastemmen, 4 neenstemmen en 1 onthouding

Gezien bijgevolg Mijnheer Michaël VANDER MYNSBRUGGE werd verkozen als beheerder;

BESLUIT wat volgt na geheime stemming:

Artikel 1:

Mijnheer Michaël VANDER MYNSBRUGGE wordt benoemd als beheerder in de vzw Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

06.05.2014/A/007 Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces asbl - Nomination d'un suppléant dans l'Assemblée Générale

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;

Attendu les statuts du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces asbl;

Vu qu'en séance du Conseil communal du 28 janvier 2013 Madame Nathalie MIGEOTTE a été désignée en qualité de suppléant dans l'Assemblée Générale;

Vu le remplacement de Madame Nathalie MIGEOTTE en tant que Conseillère communale;

Considérant que le Conseil communal doit procéder à la nomination d'un suppléant de la Commune dans l'Assemblée Générale du CECP;

Attendu la candidature écrite de Monsieur Stéphane TELLIER en qualité de candidat suppléant dans l'Assemblée Générale;

Vu qu'un bureau de dépouillement est constitué par le Bourgmestre et que Monsieur PANTIDIS et Madame KUNSCH, Conseillers communaux, sont désignés pour faire partie de ce bureau. Le Secrétariat est assuré par le Secrétaire communal;

h

Vu que 21 bulletins de vote sont distribués;

Vu que le résultat du scrutin secret se présente comme suit:

- 18 oui

- 3 non

- 0 abstentions

Vu qu'en conséquence, Monsieur Stéphane TELLIER est élu en qualité de suppléant dans l'Assemblée Générale;

ARRETE ce qui suit après scrutin secret:

Article 1:

Monsieur Stéphane TELLIER est nommé comme suppléant dans l'Assemblée Générale du Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces asbl.

"Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces asbl" - Benoeming van één opvolger in de Algemene Vergadering

06.05.2014/A/008 **Conseil de Participation de l'enseignement francophone - Nomination d'un suppléant du Conseil communal**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 120§2;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil de Participation de l'enseignement communal francophone de Berchem-Sainte-Agathe;

Vu qu'en séance du Conseil communal du 28 janvier 2013 Madame Nathalie MIGEOTTE a été désignée en qualité de suppléant du Conseil communal;

Vu le remplacement de Madame Nathalie MIGEOTTE en tant que Conseillère communale;

Considérant que le Conseil communal doit procéder à la nomination d'un suppléant; Attendu la candidature écrite de Monsieur Stéphane TELLIER en qualité de candidat suppléant du Conseil communal;

Vu qu'un bureau de dépouillement est constitué par le Bourgmestre et que Monsieur PANTIDIS et Madame KUNSCH, Conseillers communaux, sont désignés pour faire partie de ce bureau. Le Secrétariat est assuré par le Secrétaire communal;

Vu que 21 bulletins de vote sont distribués;

Vu que le résultat du scrutin secret se présente comme suit:

- Monsieur Stéphane TELLIER obtient 18 voix oui et 3 voix non

Vu qu'en conséquence, Monsieur Stéphane TELLIER est élu en qualité de suppléant du Conseil communal;

ARRETE ce qui suit après scrutin secret:

Article 1:

Monsieur Stéphane TELLIER est nommé comme suppléant du Conseil communal au Conseil de Participation de l'enseignement communal francophone de Berchem-Sainte-Agathe.



**"Conseil de Participation de l'enseignement francophone" - Benoeming van één
opvolger van de Gemeenteraad**

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 20:50.
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt geheven om 20:50.

Par ordonnance / In opdracht :

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De Burgemeester-Voorzitter,



Philippe Rossignol



Joël Riguelle